

La pauvreté se répand inexorablement en France du fait de la libre circulation imposée par l'Union Européenne



DÉJÀ PLUS DE 300.000 SALARIÉS GAGNENT EN FRANCE DES SALAIRES DE MISÈRE, PARFOIS DE 5 € DE L'HEURE (alors que le SMIC horaire est de 9,40 € brut).



On vient d'apprendre, ce 13 novembre, que plus la France recense plus de 300.000 salariés de l'Union européenne "low cost", c'est-à-dire travaillant sur notre territoire pour des salaires près de 2 fois inférieur à celui du SMIC horaire.

PARIS (Sipa) -- D'après une note confidentielle du ministère du Travail que s'est procuré Le Parisien-Aujourd'hui en France, le nombre de ressortissants européens travaillant sur le territoire français à des tarifs bradés a triplé depuis 2006, pour atteindre officiellement quelque 110.000 salariés en 2010, et plus certainement 300.000 personnes.

D'après cette note, le nombre de salariés "low cost" a triplé depuis 2006 pour atteindre 110.000 salariés en 2010. "Ce document estime même qu'ils seraient de 220.000 à 330.000 en fait", écrit le quotidien régional. Et ce malgré l'abandon de la directive Bolkestein, qui aurait donné le droit à chaque ressortissant européen de travailler dans l'UE en application du droit du travail de son pays d'origine.

Selon le Parisien-Aujourd'hui en France et alors que Jean-Marc Ayrault doit dévoiler mardi un plan pour contrôler les prestataires étrangers en France, les Espagnols et les Portugais touchés par la crise sont peu à peu venus grossir les rangs des nouveaux entrants dans l'Union européenne. Résultat: des salariés polonais payés 5 euros de l'heure à Clermont-Ferrand par une entreprise polonaise sous-traitante d'Eiffage, ou des Espagnols travaillant 54 heures par semaine pour un sous-traitant espagnol d'égavage d'ERDF sur un chantier de Haute-Garonne, d'après le

"Ce phénomène est d'autant plus dur à contrer qu'il s'opère en général en toute légalité grâce au dispositif mis en place par Bruxelles sur les sociétés étrangères de prestation de service", écrit le quotidien.

CONCLUSION

Cette révélation confirme que la pauvreté ne cesse de se répandre à toute allure en France, même si les européistes font encore tout pour cacher ou folkloriser le phénomène, ou pour détourner la colère qui gronde contre le "terrorisme islamiste".

Comme le montre cette enquête, c'est bel et bien l'Union européenne et les règles de sabotage généralisées qu'elle impose, qui sont en train de nous entraîner dans le gouffre.

C'est ce que je ne cesse de dire depuis la création de notre mouvement il y a 5 ans et demi.

Plus que jamais, les Français doivent réagir et ne pas se laisser mener à l'abattoir en écoutant la petite musique perverse de ceux qui leur promettent une "Autre Europe" ou qui leur assurent que sortir de l'euro et de l'UE seraient catastrophiques. C'est exactement le contraire qui est vrai : c'est rester dans l'UE et dans l'euro qui nous conduit, nous et nos descendants, à la ruine.

Source :
http://www.romandie.com/news/n/Plus_de_300000_salaries_de_l039Union_europeenne_low_cost_en_France_pre_sse131120120744.asp?

François ASSELINEAU